

# BASES

Connaître et bien utiliser  
les banques de données

## S O M M A I R E

### Actualités

- Questel vend son activité marques à une filiale de Wolters Kluwer, pp.1-3
- Myobase.org : une production de l'Association française contre les myopathies, p.3
- Stat-USA arrête ses activités, p.3

### Web invisible

- Nomination.fr, base de données des cadres dirigeants français, pp.4-6
- Deux nouvelles revues pour l'infodoc, p.6
- London Livres : chronique des gens ordinaires, p.8
- Mir@bel : localiser des revues en SHS, p.9
- Ajarchive.org : les archives de revues africaines en sciences et SHS, pp.10-11

## Questel vend son activité marques à une filiale de Wolters Kluwer

François Libmann

A la fin du mois de juillet, Questel a annoncé la vente de l'activité Edital à CT Corsearch, basée aux USA, qui fait partie de Wolters Kluwer Corporate Legal Service.

De façon amusante, le communiqué en français de CT Corsearch a "le plaisir de vous annoncer qu'Edital fait maintenant partie de la famille CT Corsearch" et ne parle ni d'achat ni de vente. Serait-ce une forme de pudeur ?

Dans son communiqué – qui, lui, parle clairement de vente –, Questel pour sa part se présente comme une société spécialisée depuis plus de trente ans dans la propriété intellectuelle. Ceci est un raccourci assez saisissant, sans doute justifié par les besoins de la communication. Peut-être cela prend-il en compte le serveur Orbit, racheté en 1994, mais ce serait un peu alambiqué.

En effet, si Télésystème Questel a été créé en juin 1979, soit il y a plus de 31 ans, ce serveur n'était alors pas du tout centré sur la propriété intellectuelle.

Il s'agissait alors du "serveur national", subventionné en tant que tel, destiné en particulier à mettre en ligne les banques de données françaises les plus importantes, pour lesquelles des financements avaient également été prévus.

Ce n'est qu'en 1998 que Jean Besson, alors PDG de Questel, décida – en le matérialisant par le programme "Intellectual Property Gold" – d'orienter résolument Questel vers la propriété intellectuelle ; le rachat en 1994 du serveur américain Orbit, qui avait une bonne notoriété dans ce domaine, donnait d'autant plus de légitimité à cette décision.

Cela se concrétisa par le lancement de PlusPat en septembre 2000 puis de FamPat par la suite, par le chargement de nombreuses bases de brevets de plus en plus fréquemment en texte intégral et par l'intégration de divers outils d'aide à la recherche, à la visualisation et au traitement des informations.

La ligne presse en revanche, qui avait pourtant bien démarré, fut abandonnée.

### BASES PUBLICATIONS

Commission paritaire 1110 I 87287 • ISSN 0765-1325

SARL de presse au capital de 10 000 €

RC Paris B335325007

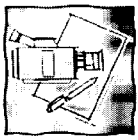
Siège social : 27, rue de la Vistule - 75013 Paris

Tél. : 01 45 82 75 75 • Fax : 01 45 82 46 04

contact@bases-publications.com

Directeur de la Publication : François LIBMANN

Rédactrice en Chef : Béatrice FOENIX-RIOU



# Questel vend son activité marques *suite*

Cela profita à l'Européenne de Données, devenue EDD par la suite.

D'autres banques de données quittèrent Questel pour différentes raisons : arrêt de la production de Télédoc du Cnet et d'EDF-Doc. Certains producteurs trouvèrent d'autres solutions, comme Urbamet, qui créa un "mini serveur" baptisé Urbadoc, consacré à l'urbanisme (voir Bases n° 219, septembre 2005).

Restaient et restent toujours quelques grandes banques de données de littérature scientifique et technique, telles que Compendex, Inspec ou Pascal, considérées comme complémentaires des bases brevets. On retrouve une approche de même nature chez Thomson Innovation.

En complément de ses bases brevets, Questel avait aussi traditionnellement une offre de bases marques assez développée.

On pouvait les interroger soit en utilisant le langage Questel, soit au travers d'une interface spécifique astucieuse baptisée TradeMark Explorer.

En septembre 2005, Questel passa à la vitesse supérieure en achetant Edital, un spécialiste des recherches sur les marques issu, à l'origine, du service informatique d'un grand

cabinet belge de propriété intellectuelle (voir Bases n° 231, octobre 2006).

C'était un pas important, pour deux raisons :

■ si Questel avait déjà développé le service offline Trademark Expert avec le rachat de la société Artegy Télématique, les services offline proposés par Edital étaient beaucoup plus complets.

Il faut savoir que c'est une partie importante de son activité, car les cabinets spécialisés dans les marques ou les services marques/marketing des entreprises sous-traitent fréquemment les recherches complexes et l'analyse des résultats à des sociétés spécialisées ;

■ Edital offrait aussi des services en ligne – initialement sous la marque CaTaMaran, abandonnée depuis –, mais ces services étaient basés sur un principe très différent de celui de Questel.

La recherche sur les bases marques de Questel se faisait en utilisant le langage Questel, langage puissant aux multiples possibilités et qui pouvait s'adapter à quasiment tous les domaines. Même l'interface Trademark Explorer était basée sur des macrocommandes utilisant in fine le langage Questel.

Le logiciel mis au point par Edital partait de la constatation que les questionnements possibles en matière de recherche dans les domaines des marques étaient limités.

Ce logiciel, qui est donc optimisé pour la recherche sur les marques, propose une succession d'écrans à mesure de l'avancement de la recherche avec, à chaque étape, un choix de commandes fonctionnelles.

## Les derniers épisodes

Il y a quelques mois, Questel a annoncé qu'il abandonnerait l'interface Trademark Explorer le 1er mars, invitant ses clients à se reporter sur la plateforme Edital.

Mais le plus important a été, bien sûr, la vente récente d'Edital à CT Corsearch.

Les deux sociétés avaient déjà développé des collaborations, qui leur avaient laissé de bons souvenirs.

Questel, pas plus que le fonds SGCE qui détient la majorité du capital, n'avait particulièrement envie de vendre Edital, qui représentait une activité profitable et en croissance ; mais il est des offres financières qui ne se refusent pas, c'est ainsi que s'écrit l'histoire.

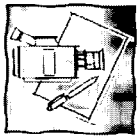
CT Corsearch a une activité très similaire à celle d'Edital mais très centrée sur les USA, en particulier en terme de clientèle. La complémentarité était donc évidente.

Comme le fait remarquer avec amusement Yacine Harrati, le directeur d'Edital, "ce rachat provoque un troisième changement d'actionnaire en cinq ans. Heureusement souligne-t-il, tous ces changements n'ont pas perturbé l'activité, au contraire". Il fait remarquer aussi que dans le classement de satisfaction des utilisateurs de services liés aux marques, publié dans le numéro de juin/juillet 2010 de *World Trademark Review*, Edital arrive en tête avec une note de 8,5, tandis que CT Corsearch arrive en quatrième position avec une note de 8,06.

Pour les utilisateurs, rien ne changera à court terme, sinon qu'Edital s'appellera sans doute prochainement Corsearch Edital, ce qui est assez logique.

Questel, de son côté, s'est engagé à ne pas commercialiser pendant deux ans de bases marques.

Les bases marques toujours sur Questel ont donc été déchargées.



Questel réalise ainsi une belle opération financière, à laquelle il était difficile de résister sachant, de plus, que les clientèles marques et brevets se recoupaient finalement assez peu et que les synergies entre les activités brevets et marques se sont avérées plus faibles qu'attendu.

Questel garde en revanche l'activité dessins et modèles, plus proche de l'activité brevet, sachant que le nouvel Edital en sera un distributeur.

Questel disposera au final de moyens supplémentaires pour développer sa ligne brevets avec de grandes ambitions, tant sur le plan de la recherche elle-même – en développant notamment l'utilisation de la sémantique –, que sur celui des outils de traitement des données.

Un autre axe consistera à enrichir l'information brevet avec des données complémentaires.

Ces dernières peuvent être de type scientifique et technique, ce qui est déjà le cas avec Inspec, Compendex et Pascal. Mais ces bases pourraient être complétées par des gisements d'informations dans des domaines spécialisés, récupérés sur Internet, pour arriver à des offres packagées sectorielles.

Des informations financières, obtenues auprès d'acteurs importants du marché, pourraient aussi être liées à des informations brevet.

On peut penser qu'au moins une partie de ces innovations seront dévoilées lors de la réunion d'utilisateurs prévue en septembre à Paris.

## Myobase.org, une production de l'Association française contre les myopathies

Le service de documentation de l'AFM (Association française contre les myopathies, l'organisatrice du Téléthon) édite la banque de données Myobase, dédiée à la myologie.

On y trouve 20 000 références de livres, articles scientifiques et médicaux, comptes-rendus de conférences, thèses et documents de l'AFM, dans le domaine des maladies neuromusculaires.

Toutes les références comportent une indexation, qui utilise un thesaurus structuré.

On trouve parfois un lien vers le résumé de PubMed et vers l'article lui-même, quand il est en open access.

Le site dispose d'une recherche rapide, qui permet de combiner les termes avec un opérateur ET et de sélectionner les types de documents souhaités.

La recherche avancée propose de rechercher des termes dans plusieurs champs.

Quelques dossiers thématiques sont également disponibles.

La mise à jour est quotidienne

[www.myobase.org](http://www.myobase.org)

## STAT-USA arrête ses activités

Après plus de 25 ans d'activité, STAT-USA ne sera plus accessible.

Son directeur explique dans un message que les évolutions d'Internet, la mise à disposition gratuite d'informations, de même que le développement des médias sociaux, rendaient caduc le modèle payant de STAT-USA, créé en 1994.

On regrettera le produit, qui proposait notamment des études de marché ou des informations de marché.

Cela étant, certaines de ces informations se trouvent dans d'autres sources et, plus généralement, les informations de cette nature ne manquent pas.

USA Trade Online reste en revanche en ligne ; cette base fournit des informations d'import-export en utilisant le "Harmonized System" jusqu'à 10 chiffres et les codes NAICS jusqu'à 6 chiffres.

A